Corela

Cognition, représentation, langage

HS-8 | 2010

L'interpellation

L'injure a-t-elle droit de cité dans l'interpellation ? Le cas du débat parlementaire

Francesca Cabasino

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/corela/773>

DOI : 10.4000/corela.773

ISSN : 1638-573X

Éditeur

Cercle linguistique du Centre et de l'Ouest - CerLICO

Référence électronique

Francesca Cabasino, « L'injure a-t-elle droit de cité dans l'interpellation ? Le cas du débat parlementaire », *Corela* [En ligne], HS-8 | 2010, mis en ligne le 01 octobre 2010, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/corela/773> ; DOI : 10.4000/corela.773

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Corela – cognition, représentation, langage est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

L'injure a-t-elle droit de cité dans l'interpellation ? Le cas du débat parlementaire

Francesca Cabasino

1- Introduction

- 1 Cette communication voudrait essayer d'approfondir la réflexion sur certains aspects du phénomène de l'interpellation dans le contexte parlementaire. En effet une partie de la théorie récente élaborée autour de la nomination (Détrie, 2006) ou de la désignation connotée (Lagorgette, Larrivée, 2004), tout en reconnaissant à ces productions verbales le statut d'actes de langage – ce qui soulève le problème de leur efficacité –, l'existence d'un dispositif argumentatif et la capacité de déclencher une nouvelle dynamique discursive, considère les apostrophes dépréciatives comme le résultat d'un rituel et donc d'un « jeu interactionnel codé », qui est loin d'être réel. Par ailleurs ces études ne prennent pas en compte les configurations indirectes.
- 2 Le point de vue envisagé ici entend montrer que les évaluations négatives à caractère spontané, visant à interrompre le discours de l'orateur officiel, sont en mesure de mettre en relief des incompréhensions réciproques et correspondent à une interaction de nature plus profonde non disjointe de la dimension symbolique (Cabasino, 2001, 55-60). Comme le soulignait Pierre Bourdieu au début des années 80, on retrouve dans la philosophie néo-kantienne l'idée que les représentations langagières ont « une efficacité proprement symbolique de construction de la réalité » (1982, 99), car les insultes, les éloges ainsi que les polémiques ont « une intention performative » et expriment, notamment dans le cas des luttes politiques, la « prétention à une autorité », « à un pouvoir reconnu d'imposer une certaine vision du monde social » (*ibid.*, 101). Or, les images, la recherche de significations, l'engagement sur les valeurs, les présomptions de vérité offertes par l'opposition à l'Assemblée et donc à l'opinion publique actualisent une réalité faite, il est

vrai, de lieux communs plus ou moins partagés, mais destinée à sauvegarder l'objectivité du débat.

- 3 Longtemps considérés comme des concepts différents - l'injure concernant à l'origine une action contre le droit, une violation de la norme écrite, et l'insulte une attaque contre quelqu'un par la parole ou des actes - aujourd'hui les deux termes sont devenus quasi-synonymes, même si l'*injure* reste plutôt liée à la parole offensante.

2 - Le corpus

- 4 Notre approche, fondée sur la théorie de l'énonciation, les études argumentatives et les acquis de la pragmatique, entend décrire comment se construit, à travers les parcours multiples que suit le discours des participants, la dissension dans les assemblées législatives. Voilà pourquoi le *corpus* choisi prend en compte des thématiques socialement et éthiquement sensibles, où la délicatesse du sujet traité est susceptible d'engendrer des conflits d'ordre idéologique entre les deux camps.
- 5 Nous reviendrons donc sur des événements majeurs de la vie politique française, notamment sur le débat ininterrompu autour de quatre projets de loi sur l'immigration :
 - 6 février 1997 (ministre de l'Intérieur J.-L. Debré)
 janvier 1998 (J.-P. Chevènement)
 mai-juin 2006 (N. Sarkozy)
 septembre-octobre 2007 (13^e législature, où le ministre de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du codéveloppement s'appelle B. Hortefeux)
- 7 avec des incursions dans les longues discussions institutionnelles relatives à la proposition de loi sur le Pacte civil de solidarité (novembre 1998) et dans les controverses provoquées par un projet de loi sur la prévention de la délinquance (novembre 2006), accusé d'imposer une politique de répression plutôt que des mesures pour la réhabilitation des criminels.
- 8 Si la sélection montre un intérêt objectif, on a un seul regret, celui d'avoir dû utiliser uniquement le compte rendu intégral des séances du Sénat et de l'Assemblée nationale¹, car les documents audiovisuels consultés offrent rarement des éléments d'évaluation supplémentaires, surtout dans le cas des interruptions. À moins qu'il ne s'agisse d'une longue séquence, les signaux envoyés par les membres de l'opposition sont inaudibles et ne permettent pas de vérifier la variété des tonalités marquées. Par ailleurs même le visionnement n'apporte pas d'autres informations sur les mouvements du visage ou la gestualité captée habituellement par le plan rapproché et capable de donner consistance aux idées. La caméra en effet suit le discours de l'orateur principal ou fait un panoramique de l'hémicycle, mais ne rejoint que rarement les interrupteurs et leur énonciation marquée.
- 9 En raison de la nature particulière de l'échange parlementaire qui met en relation une pluralité d'acteurs, on ne peut pas dire qu'une véritable interaction ait lieu. En réalité chaque intervenant n'est pas en prise directe avec les autres : les participants au débat sont obligés par un règlement très contraignant de suivre un ordre d'intervention donné et de respecter les temps de parole prévus. A cause de cette dislocation, le résultat est une sorte de polylogue en différé, bien que des commentaires non légitimés, prononcés à la fin de la phrase de l'orateur ou au beau milieu d'une intervention, risquent de

déséquilibrer le pouvoir, certes provisoire, du locuteur ratifié. Il est clair que dans ces circonstances le débat sera amplifié et le cadre participatif subira des fluctuations.

- 10 En présence d'une relation interpersonnelle agonale caractérisée par des énoncés assertifs, négatifs ou interrogatifs sous forme de stéréotype, sans une progression argumentative apparente, on se trouve confronté à la question longtemps débattue du rapport des places, de la reconnaissance des statuts sociaux et de l'acceptation/réfutation de l'autorité ou de la crédibilité du locuteur. Dans cette perspective le terme d'adresse employé en contexte institutionnel représente un des marqueurs de la négociation implicite, sous-jacente à toute interaction et susceptible d'imposer une sorte de légitimation du discours d'une minorité non autorisée à prendre la parole (Cabasino, 1998a). Il s'articule également aux notions de *territoire* ou de *face* introduites par Goffman (1974 et 1987), car toute interruption brutale ou vexante constitue une menace contre la face positive du destinataire.
- 11 Dans une situation communicative où la dimension juridique est étroitement liée aux contraintes politiques les phénomènes langagiers vont influencer, au niveau micro-textuel, l'organisation complexe de l'activité délibérative. L'observation de ces représentations – institutionnelles, socio-linguistiques, relationnelles, émotionnelles et symboliques – s'articule donc en deux parties.
- 12 Dans la première le repérage des interventions individuelles identifiera les désignations dénigrantes, transparentes ou ambiguës, adressées directement à l'orateur ou cachées sous un constat impersonnel ou une formulation indirecte, mais destinées à donner une représentation négative de l'adversaire politique ou de son discours.
- 13 Dans la seconde l'analyse concernera les stratégies convergentes susceptibles de briser un rapport préconstruit de domination – celui qu'impose la majorité – et de traduire par des signaux perceptibles sur la surface linguistique une volonté de déstabilisation et donc de délégitimation. L'objectif poursuivi consiste d'abord à relever des constantes lexicales pour établir ensuite des différenciations par rapport aux systèmes de valeurs adoptés par les parlementaires et en proposer des catégorisations. Ce qui permettrait de formuler des hypothèses interprétatives sur la logique qui détermine ce phénomène sociolinguistique de type particulier.

3- Les insultes directes

- 14 Pour étayer notre réflexion, nous allons présenter quelques exemples comportant des stratégies vouées à disqualifier l'adversaire politique. On va observer comment s'instaure un processus de négociations visant à attaquer violemment l'identité de l'interpellé ou à dénoncer les conséquences dangereuses de sa ligne politique. L'exemple suivant, extrait de la discussion sur un nouveau projet de loi sur l'immigration et l'intégration, illustre bien cette seconde éventualité. Le député du PS remet en question les paroles de N. Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur en train d'illustrer la notion d'*immigration choisie*, submergées par une attaque directe, un véritable *argumentum ad personam* :

Ex. n. 1

M. le Ministre d'Etat. [...] L'immigration choisie, tout d'abord. Je revendique cette expression qui n'est pas de moi : c'est celle qu'a retenue la Commission européenne, laquelle recommande à tous les Etats membres d'avoir une même politique de « l'immigration choisie ». Ceux qui condamnent une telle politique ne peuvent donc pas se prétendre européens (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP* ;

exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des députés communistes et républicains)

M. Arnaud Montebourg (PS). *Misérable politicien !*

A. N., 02. 05. 2006

- 15 Agression virulente donc, à laquelle le ministre de l'intérieur ne réagira pas, mais susceptible de construire pour le public l'image d'un discours dénué de fondement. C'est l'*ethos* de l'orateur, concept aristotélicien réactualisé d'après la « nouvelle rhétorique » (Amossy, 1999), qui est remis en cause puisqu'on insinue le doute sur la vérité de l'assertion.

- 16 La force illocutive de ces énonciations à cible directe contenant un axiologique signale un niveau élevé de conflictualité comme dans le fragment tiré du débat sur le PACS en novembre 1998 :

Ex. n. 2

M. Philippe Houillon (DL). [...] Je voterai évidemment contre ce texte, rejoignant le message donné tout à l'heure par des milliers de jeunes à Paris. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants, les bancs du groupe du Rassemblement de la République et du groupe pour l'Union de la Démocratie française-Alliance*)

M. Bernard Roman (PS). Avec le Front !

M. Louis Mexandeau (PS). Triste sire ! Ignoble individu !

A. N., 03.11.1998

- 17 L'injure personnelle ne manifeste pas seulement de la désapprobation, mais un véritable ressentiment, presque du mépris contre un parlementaire du centre qui ose partager les choix opérés par l'extrême droite.
- 18 Or, ces configurations ne sont pas comparables avec les invectives réitérées dénonçant la mauvaise foi du locuteur et constituant l'un des arguments récurrents de cette parole parallèle, surtout quand le débat montre de clairs signaux d'intolérance (voir les nombreux *Imposteur !*, *Démago !*, *Fayot !*, *Tartuffe !*, *Menteur !* etc. lancés aux adversaires dans les différentes séances précédant l'approbation du PACS).
- 19 Par ailleurs l'interpellation *populiste !* jugée « d'une banalité affligeante » (Détrie, 2006, 146) en tant qu'évaluatif négatif, est susceptible dans certains contextes d'acquiescer de nouvelles connotations comme dans la séquence suivante, au cours d'un débat sur le principe de laïcité dans les établissements scolaires :

Ex. n. 3

M. Hervé Mariton (UMP). Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, cette loi nous fait accomplir un pas considérable. Elle est l'aboutissement d'un débat qui aura passionné les députés et les Français dans leur ensemble. [...] Ce débat aura été également l'occasion d'un diagnostic lucide et franc. Philippe Manière, dans son ouvrage *La revanche du peuple...*

M. Jean Glavany (PS). *Populiste !*

M. Hervé Mariton (UMP). ...a souligné combien le résultat du premier tour de la dernière élection présidentielle a été la conséquence de l'absence d'un diagnostic porté sur la France d'aujourd'hui, de l'absence d'une description et d'une prise de conscience de la réalité actuelle.

A. N. 04. 02. 2006

- 20 Dans le cas examiné l'expression *populiste* n'est ni la réponse à une provocation, ni une adresse injurieuse au sens propre du terme, mais elle le devient dans les intentions de Glavany, qui trouve dans cette réplique référentielle le prétexte pour interrompre une argumentation que l'opposition ne veut pas entendre. La citation illustrée par le député de

l'UMP a en effet l'objectif de souligner l'incapacité des politiques français à prendre acte des changements intervenus dans la société et s'adresse implicitement à la gauche.

- 21 Observons comment intention ironique et discours disqualifiant peuvent coexister dans différentes interventions de cette interaction complexe tirée du débat sur le projet de loi Debré concernant l'immigration:

Ex. n. 4

M. Michel Rufin (RPR). Mais «la France ne peut plus accueillir toute la misère du monde » selon la phrase devenue célèbre d'un ancien premier ministre. (*Murmures sur les travées socialistes*)

M. Guy Allouche (PS). Citez l'intégralité de la phrase !

M. Michel Rufin . Elle doit cesser d'être un pays d'immigration incontrôlée !

M. Michel Rocard (PS). Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le sénateur ?

M. Michel Rufin . Je n'y vois aucun inconvénient, je connais d'ailleurs votre réponse !

M. le président. La parole est à M. Rocard avec l'autorisation de l'orateur.

M. Michel Rocard. Je vous remercie de me citer ; c'est un honneur, mais la phrase complète était : « La France ne saurait accueillir toute la misère du monde, raison de plus pour qu'elle traite bien la part qu'elle ne saurait manquer d'en prendre ». (*Très bien ! sur les travées socialistes*)

M. le président. Veuillez poursuivre, Monsieur Rufin.

M. Michel Rufin. C'est exactement la phrase que j'ai sous les yeux : mais je vous y répondrai à la fin de cet exposé !

M. René-Pierre Signé (PS). *Falsificateur, jésuite !* Sénat, 04. 02. 1997

- 22 Adressée à l'orateur autorisé appartenant au groupe des néo-gaullistes, la formulation finale introduit une désignation dépréciative renforcée par la contiguïté de deux termes synonymes, mais elle n'en représente pas moins le dénouement d'une interaction complexe qui a vu s'élargir le cadre participatif. Dans ce cas examiné, malgré une politesse apparente, les remerciements explicites et le respect du rituel, l'usage du procédé appellatif *monsieur* + nom de fonction signale un rapport de distanciation et doit être interprété comme fortement ironique car il focalise négativement le propos de l'orateur.

- 23 Plus ambiguë sans doute paraît cette accusation lancée vers l'Assemblée par un député socialiste au cours du débat précédant l'adoption de la loi sur la prévention de la délinquance en novembre 2006 :

Ex. n. 5

M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire. Monsieur Lagarde, il est très difficile de définir la prévention. Peut-être pourrait-on se mettre d'accord et parvenir à une définition commune au sein de cette assemblée.

La prévention c'est la politique qui consiste à détourner des individus de la violence. Ce n'est pas quelque chose d'automatique, de simple. Cela a nécessité le travail en commun de huit ministères. Je serais attentif aux propositions des élus UDF qui voudront s'associer à cette discussion et voter le texte, car nous avons besoin du soutien de tout le monde.

Monsieur Goasguen, vous m'avez apporté votre complet soutien, au nom du groupe UMP.

M. Jean-Jack Quéranne (PS.) *Godillot !*

A. N., 21.11.2006

- 24 L'apostrophe, qui semble concerner le comportement de M. Goasguen, se veut une critique contre les mots de remerciement adressés par N. Sarkozy, à la recherche de

nouveaux alliés, à son collègue de la majorité, partisan inconditionnel de la ligne politique proposée par le ministre.

4 - Formulations indirectes

- 25 Dans les lignes précédentes on a évoqué la présence de stratégies ironiques qui par leur potentiel de rupture peuvent influencer sur la relation interpersonnelle et limiter ou accentuer l'efficacité d'un discours politique destiné à résoudre des problèmes d'intérêt collectif.
- 26 Selon Denis Bertrand (1993 : 35), qui propose une hypothèse suggestive fondée sur la perspective sémiotique, l'ironie s'appuie sur un « renversement sémantique opéré au sein d'un paradigme axiologique ». Or, la volonté ironique, comme manifestation d'une activité sociale, ne peut se situer, eu égard au domaine institutionnel examiné, que dans une représentation agonale. Elle se concrétise parfois dans un échange dialogique paradoxal qui ne réussit pas à occulter les rivalités interpersonnelles.
- 27 Observons comment l'interpellation indirecte coexiste avec les procédés ironiques dans ses fragments extraits du débat autour du projet de loi dit RESEDA, présenté par le ministre de l'intérieur de la gauche plurielle :

Ex. n. 6

M. Charles Pasqua. (RPR) [...] Vous qui êtes, je le sais, un ministre authentiquement républicain, vous êtes conduit à donner des gages à une majorité plurielle, mais ô combien singulière dans ses erreurs [...]

M. Jean-Pierre Chevènement. (MDC) Monsieur Pasqua, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Charles Pasqua. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. le ministre avec l'autorisation de l'orateur.

M. Jean-Pierre Chevènement. Je voudrais dire à M. Pasqua que je l'écoute toujours avec beaucoup d'intérêt, surtout quand il cite les discours que j'ai prononcés à l'Assemblée nationale. (Sourires.)

J'ai parlé en effet de la capacité de la France à intégrer des étrangers qui sont déjà en France ; je n'ai pas du tout évoqué une nouvelle vague d'immigrants et j'ai dit tout à l'heure que notre politique devait consister à proportionner l'admission au séjour aux besoins du pays et à sa capacité d'intégration, les cas échéant.

Sénat, 21. 01. 1998.

- 28 Dans ce début d'intervention, le ministre semble vouloir maintenir une relation sociale positive, grâce à une stratégie d'estompage ou de « mitigation » (Fraser, 1980) – et la présence du conditionnel, forme d'adoucissement, confirmerait le respect des règles de politesse – mais le passage du *vous*, dans la requête de l'interruption, à la formule ritualisée *je voudrais dire à M. Pasqua* (voir d'autres exemples dans Miche, 1995, à propos du débat au parlement suisse) indique déjà que le mécanisme de distanciation est à l'œuvre. En demandant l'attention et l'adhésion de l'Assemblée, qui devient le destinataire immédiat, Jean-Pierre Chevènement s'oppose au point de vue rapporté et évalue déjà indirectement les paroles de l'orateur en proposant une sorte de « renégociation » conversationnelle. L'effet d'adoucissement est donc provisoire et immédiatement neutralisé par l'ironie contenue dans la suite de la phrase, dont la valeur offensive est perçue par les sénateurs, qui affichent un certain amusement dans leur comportement mimique. Dès le second énoncé les marques énonciatives suivies de *verba dicendi* affirmatifs ou négatifs, manifestent la prise en charge d'un propos à la fois justificateur de

son comportement et dénigrant à l'égard de l'autre. Un propos immédiatement contesté par l'opposition hypervigilante qui ne manque pas d'objecter :

M. Dominique Braye. (RPR) La capacité est déjà dépassée !

Cependant l'exercice de dénégation, l'imposition de son propre discours à la place de celui qui a été implicitement disqualifié ne s'arrête pas et encore une fois la recherche de connivence ouvre sur un véritable coup de théâtre :

M. Jean-Pierre Chevènement. [...] J'écoute néanmoins M. Pasqua avec plaisir – je dois le dire – car, pour raconter des histoires marseillaises, il n'a pas d'égal ! (*Rires et applaudissements sur les travées socialistes, ainsi que sur certaines travées du RDSE. – Protestations sur les travées du RPR.*)

Ibid.

- 29 Si le discours de la dérision assume souvent des formes entrecroisées et complexes, la communication politique s'en trouve bouleversée, montre des dysfonctionnements car la dignité du débat risque d'être compromise.
- 30 Un autre cas de configuration indirecte à valeur ironique se produit quand on fait allusion au locuteur, ou à un autre participant à l'interaction, à la troisième personne, comme dans l'exemple suivant :

Ex. n. 7

M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire. Vient un moment où la société française doit reconnaître que ce n'est pas parce qu'un jeune se construit en disant « non » qu'on doit lui dire systématiquement « oui » ; ce serait une autre forme de démission.

M. Jean-Marie Le Guen (PS). *C'est M. Prudhomme qui parle !*

A. N., 21.11. 2006

- 31 En exploitant la modalisation de la non-coïncidence entre les mots et choses, Nicolas Sarkozy définit en quoi devrait consister l'éducation des jeunes. L'allusion au laxisme de la gauche est sous-jacente à l'idée exprimée et la tension provoquée par son observation se refléchit dans la réponse provocatrice et agressive de Jean-Marie Le Guen. Celui-ci se moque de lui en le comparant au personnage humoristique d'Henri Monnier, prototype du petit bourgeois convaincu de sa propre sagesse. L'injure aurait ici une fonction métonymique ou d'antonomase, car en classant l'insulté dans une catégorie stigmatisée et en soulignant une représentation stéréotypique, le locuteur négocie son identité, s'autopositionne comme porte-parole de son parti et dessine le clivage entre les deux camps opposés.

5 - Stratégies convergentes et tensions idéologiques

- 32 On va s'occuper maintenant des stratégies convergentes de l'opposition. Les séquences ritualisées qui ponctuent les débats particulièrement tumultueux perdent souvent leur caractère de spontanéité pour prendre les contours flous et à la fois précis d'une stratégie de diversion, s'appuyant sur un plan d'action préétabli. N'importe quel prétexte peut être utile pour affirmer la prétention à une autre légitimité et la nécessité de voir reconnue une identité en voie de construction (Cabasino, 1998a, 43-46).
- 33 Les tentatives de harcèlement dont est victime Christine Boutin quand elle défend l'exception d'irrecevabilité présentée par l'UDF-Alliance contre le Pacte civil de solidarité en sont un exemple. Face à l'argument péremptoire invoqué : « le PACS est une espèce de monstre juridique qui bouleversera jusqu'aux fondements de notre droit » ou à l'inquiétude manifestée à propos des « dispositions qui réintroduisent la répudiation »,

les représentants de la gauche plurielle expriment d'abord par des protestations bruyantes leur vive contrariété, puis confient à des exclamations comme « Ça n'a rien à voir ! », « C'est de la malhonnêteté intellectuelle ! », « Ça s'appelle confusion mentale ! » leur refus irréductible à l'égard du discours de la députée. Analysons le jeu des enchaînements dans la séquence suivante :

Ex. n. 8

Mme Christine Boutin (UDF). [...] D'un point de vue juridique, il est inimaginable d'insérer un texte aussi boiteux que celui du PACS dans le code civil.

M. Bernard Accoyer et M. Pascal Clément (RPR). C'est vrai !

Mme Christine Boutin. D'un point de vue purement technique, il serait même préférable de proposer le mariage des homosexuels. (« Ah ? » *sur plusieurs bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.*)

Mme Cécile Helle (PS). Vous faites des progrès !

Mme Christine Boutin. Le PACS veut imiter le mariage, mais il n'en a pas la perfection juridique. Mais puisqu'on ne veut pas faire peur....

M. Jean-Pierre Blazy (PS). Pour ça, on compte sur vous !

Mme Christine Boutin. ...puisque vous ne voulez pas faire peur, on a évité de reprendre toutes les dispositions du mariage, ce qui rend le PACS impraticable.

Un député du groupe socialiste. Intégriste !

A. N., 03. 11.1998

- 34 Dans ce déroulement fragmentaire, si la première interruption n'assure qu'une fonction de soutien (Bonnaïfous et Desmarchelier, 1999, 100) des alliés centristes, la transcription scrupuleuse de l'interjection *ah ?*, indiquant une configuration intonative montante, signale une vague tension discursive due au propos paradoxal de Christine Boutin. Le conflit latent, déjà perceptible dans les interventions ironiques des socialistes, atteindra son point culminant dans l'insulte qui clôt provisoirement le dialogue, sans provoquer de réaction de la part de l'interpellée.

- 35 L'opiniâtreté de Madame Boutin à proposer au cours de toute la séance des citations tirées de la presse d'information pour valoriser ses arguments est considérée comme excessive par les membres de l'opposition qui ne connaissent d'autre remède que de lui lancer à la figure des insultes identitaires :

Ex. n. 9

Mme Raymonde Le Texier. C'est pas bien de rapporter ! Cafteuse !

A. N., *ibid*

- 36 Et que dire des contestations en chaîne déclenchées par l'emploi d'un terme évoquant un sentiment d'affection réciproque jugé inadapté au contexte, qui montrent l'impossibilité de résoudre un conflit idéologique ?

Ex. n. 10

Mme Christine Boutin. Mais ouvrons les yeux : le PACS a contre lui la vérité de l'être humain et les exigences élémentaires de la société. S'il était adopté, il n'est pas exclu qu'il ait contre lui et, à terme assez court – *mes chers amis* j'appelle votre attention...

Mme Yvette Benayoun-Nakache. Nous ne sommes pas vos « chers amis » !

Plusieurs députés du groupe socialiste. Collègues ! Pas amis !

Mme Yvette Benayoun-Nakache. Les amis, on les choisit !

Mme Christine Boutin. Faites attention à ce que vous dites ! Je vais vous redonner des citations ! (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste*) Soyez prudents ! Sinon vous en allez avoir d'autres !

Mme Odile Saugues. Ce n'est pas un discours, c'est un chemin de croix !

A. N., *ibid*.

- 37 Dans la séquence analysée il faut remarquer également la présence d'une pratique métadiscursive accentuée, d'un contrôle effectué à *posteriori* sur la production de l'antagoniste politique qui met en évidence des significations non partagées se construisant dans le processus interactionnel.
- 38 Car, si nous avons soutenu, au cours de cette brève analyse, que les parlementaires interpellés ne répondent que rarement aux injures lancées par leurs collègues du camp adverse, on relève cependant des exceptions qui pourraient être liées à la personnalité du récepteur. Un cas typique est représenté par Thierry Mariani, rapporteur de la Commission des lois constitutionnelles, dans les séances houleuses de l'Assemblée relatives à l'approbation du projet de loi sur « Immigration, intégration et asile » en septembre 2007. Au cours de la discussion sur l'amendement n° 36, notamment au sujet du test ADN pour les regroupements familiaux, le député de l'UMP non seulement rejette les accusations de *provocateur* et d'*apprenti sorcier* qui le catégorisent dans le domaine de l'indignité, mais démontre une forte conscience métadiscursive :

Ex. n. 11

Depuis deux jours je supporte toutes les épithètes possibles jusqu'au *crapuleux* de M. Mamère. Donc vous pouvez dire ce que vous voulez, je suis blindé ! Vos leçons de morale je n'en ai rien à faire ! La morale est présente des deux côtés de l'hémicycle et jusqu'à présent c'est à nous que les électeurs ont fait confiance (*applaudissements sur les bancs du groupe de l'UMP.*)

- 39 Ce qui prouve que l'injure lancée par le représentant de la gauche démocrate et républicaine est devenue l'objet du discours, puisque M. Mariani vise à se défendre contre la double mise en accusation de son antagoniste politique. D'un côté il refuse d'admettre que le test ADN, destiné à éviter les demandes frauduleuses, soit une mesure discriminatoire et trop coûteuse pour les migrants, de l'autre, en citant le mot blessant lié à un comportement décidément malhonnête, il tente d'attirer l'attention de l'assemblée sur un débat qui risque de devenir irrationnel. L'allusion polémique à la thématique des valeurs est contenue dans les trois énoncés qui concluent son intervention et construisent un nouveau rapport de forces à l'intérieur de l'hémicycle. En outre les deux points d'exclamation, unique ressource de l'écrit pour manifester une forte tension discursive – mais le document oral nous renseigne clairement sur l'intensité vocale – indiquent que l'émotion peut surgir même d'une provocation non nécessairement immédiate. Si l'affrontement est inévitable, il est amplifié parce qu'il a lieu dans un espace public médiatisé. Le fait que les débats sont désormais filmés et retransmis par la télévision afin d'atteindre un public plus vaste ne peut qu'accentuer la visibilité des comportements et de la rhétorique politique.

6- Pour conclure

- 40 Qu'est-ce qui ressort de cette brève analyse ? Dans le genre de documents examinés où les enjeux symboliques sont sous-jacents aux comportements spontanés une interpellation de nature neutre n'existe que rarement. Le cas des termes d'adresse, individuels ou collectifs, (*monsieur, madame* + patronyme, *monsieur* + nom de fonction, *mes chers collègues*, etc.) semble constituer une exception, mais cette hypothèse doit être soumise à vérification, car le choix des formules rituelles dissimule souvent une évaluation nettement négative ou ironique des antagonistes politiques (Cabasino, à paraître).

- 41 Le corpus étudié se limite donc à signaler un éventail de désignations, où le « mépris énonciatif » (Rosier, Ernotte, 2000, 12) est de mise, indiquant le rapport du locuteur à l'objet de discussion. Selon le logicien Grize (1990, 35-39) l'activité cognitive, qui organise sélectivement le matériau verbal, se manifeste par des opérations de *schématisation* destinées à l'auditoire. L'énonciateur présente ses perceptions du réel, « un micro-univers » à interpréter ou se fonde sur des univers de référence déjà exploités (mouvements métaphoriques ou métonymiques, éléments intertextuels). L'objectif n'est pas dans notre cas persuasif, car l'argumentation y est à peine ébauchée, ne trouvant pas l'espace nécessaire au développement.
- 42 Dans les phases cruciales du débat ces marques de confrontation, s'offrant à l'écoute et révélant leur nature d'« actes sémiotiques » (Grize, *ibid.*, 37), visent à modifier un rapport inégalitaire entre positions discursives et signalent l'existence d'un degré fort ou faible de conflictualité et des variations d'intensité. Celles-ci se constituent au moment de décrire les systèmes de valeurs, parfois à travers un parcours figuratif, qui met en évidence un sens actualisé, différent du sens littéral. Les résultats, les effets qui en découlent, tout en montrant une autonomie relative des séquences brèves ou longues, impersonnelles ou potentiellement menaçantes, rentrent dans la sphère du pragmatique et véhiculent une force perlocutoire qui va au-delà du simple constat dénigrant.
- 43 En dehors des arguments rationnels ou strictement juridiques qui demeurent la prérogative des orateurs officiels, toute parole injurieuse, stéréotypée ou originale, actualisant des réactions émotionnelles, aura toujours une fonction d'évaluation corrélée à la culture idéologique partagée par un certain nombre de parlementaires et contribuera à construire le contexte de justification, théorisé par Habermas (1996, 364), face aux adversaires et à l'opinion.
- 44 Conséquence d'une agressivité liée à l'imaginaire de vérité de chacun, le phénomène contingent de l'interpellation insultante continue de survivre dans cet espace fortement médiatisé qu'est le débat institutionnel. Bien que son domaine d'action reste à l'état virtuel, il remet en cause la question identitaire et permet de redéfinir, parfois de délégitimer, de toute façon de mettre en scène la dimension symbolique des identités des acteurs qui s'y confrontent dans un jeu incessant d'actions et de réactions.

BIBLIOGRAPHIE

- Amossy R. (1999). L'ethos au carrefour des disciplines : rhétorique, pragmatique, sociologie des champs. In R. Amossy (éd.) *Images de soi dans le discours*. Lausanne : Delachaux et Niestlé, pp. 127-154.
- Bertrand D. (1993). Ironie et humour : le discours renversant. In *Humoresques* n°4, pp. 27-41.
- Bonnafous S. et Desmarchelier D. (1999). Quand les députés coupent le RESEDA. In *Mots*, n° 60, pp. 93-109.
- Bourdieu P. (1982). *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard.

- Cabasino F. (1998a) Peut-on théoriser le polylogue? In *Du dialogue au polylogue. Approches linguistiques, socio-pragmatiques, littéraires*. Roma : CISU, pp. 37-50.
- Cabasino F. (1998b) Le discours du droit: arguments de légitimation et instances énonciatives. In *Studi di linguistica francese in Italia*. Brescia: La Scuola, pp. 283-300.
- Cabasino F. (2001) *Formes et enjeux du débat public. Discours parlementaire et immigration*. Roma : Bulzoni.
- Cabasino F. (2006) L'ironie comme stratégie argumentative dans le débat parlementaire. In L. Ionescu-Ruxândoiu, *Cooperation and conflict in ingroup and intergroup communication, Selected papers from the Xth Biennial Congress of the IADA*. Bucharest: Editura Universității din București, pp. 271-283.
- Cabasino F. (2007). Violence verbale, pratiques ritualisées et interaction dans le débat parlementaire. In Bellati G. et alii, *Un paysage choisi*. Torino : L'Harmattan Italia, pp. 71-81.
- Détrie C. (2006). *De la non-personne à la personne : l'apostrophe nominale*. Paris : CNRS Éditions.
- Fraser B. (1990). Conversational Mitigation. In *Journal of Pragmatics* n° 4, pp. 341-350.
- Goffman E. (1974). *Les rites d'interaction*. Paris : Les éditions de Minuit.
- Goffman E. (1987). *Façons de parler*. Paris : Les éditions de Minuit.
- Grize J.-B. (1990). *Logique et langage*. Paris : Ophrys.
- Kerbrat-Orecchioni C. (1992). *Les interactions verbales*, tome II. Paris : Armand Colin.
- Habermas J. *Fatti e norme* (trad. it., 1996). Milano : Edizioni Guerini e Associati.
- Lagorgette D., Larrivée P. (2004). Interprétation des insultes et relations de solidarité. In *Langue française*, n° 144, pp. 83-103.
- Miche E. (1995). Les formes de reprise dans un débat parlementaire. In *Cahiers de linguistique française* n° 16, pp.241-265.
- Rosier L., Ernotte P. (2000). Le lexique clandestin. In *Français et Société*, n° 12, pp. 3-23.

NOTES

1. Les textes choisis sont disponibles dans les sites parlementaires. Une recherche ultérieure en cours concernant les formes nominales de l'adresse (Cabasino, à paraître) met en évidence la question de la relative infidélité relevée dans les transcriptions officielles qui, soucieuses de respecter les normes linguistiques, n'hésitent pas à effacer les phénomènes à l'œuvre dans les productions orales comme les redondances ou les ruptures de construction. Par ailleurs les traces de l'intensité vocale ne sont perceptibles à l'écrit qu'à travers les points d'exclamation destinés à signaler les interventions émotionnellement chargées.

RÉSUMÉS

Bien que les théories récentes sur la nomination (Détrie, 2006) ou la désignation connotée (Lagorgette, Larrivée, 2004) ne semblent pas prendre en compte les apostrophes porteuses d'instructions dépréciatives dans les débats publics parce qu'elles feraient partie d'un rituel et donc d'un « jeu interactionnel codé », qui est loin d'être réel, le point de vue envisagé ici entend montrer que les tentatives d'interruption du discours de l'orateur officiel, au caractère spontané, sont en mesure de mettre en relief des incompréhensions réciproques et correspondent à une interaction de nature plus profonde non disjointe de la dimension symbolique (Cabasino, 2001 : 55-60). Car les images, la recherche de significations, l'engagement sur les valeurs – essentiel dans le cas de problématiques éthiquement considérables – les présomptions de vérité offertes par l'opposition à l'Assemblée et donc à l'opinion publique actualisent une réalité faite, il est vrai, de lieux communs plus ou moins partagés, mais destinée à sauvegarder l'objectivité du débat.

L'approche envisagée, fondée sur la théorie de l'énonciation, les études argumentatives et les acquis de la pragmatique, entend décrire comment se construit, à travers les parcours multiples que suit le discours des participants, la dissension dans l'assemblée.

Conséquence d'une agressivité liée à l'imaginaire de chacun, l'interpellation remet en cause la question identitaire dans le débat institutionnel, car elle permet de redéfinir et parfois de délégitimer la dimension symbolique des identités des acteurs.

INDEX

Mots-clés : échange parlementaire, énonciation et argumentation, insultes directes et indirectes, tensions idéologiques

Keywords : parliamentary debate, enunciation and argumentation, direct and indirect insults, ideological tensions

AUTEUR

FRANCESCA CABASINO

Université de Rome « Sapienza »